



Ville de SANGATTE

SEANCE  
15 DECEMBRE 2020

**OBJET :**

**Aménagement d'une  
concession de plage  
BLÉRIOT-PLAGE**

2020 – 12 – 01



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt, le mardi 15 décembre, à 18 heures, les membres du Conseil Municipal de SANGATTE proclamés par le Bureau Electoral, à la suite des opérations du 15 mars 2020, se sont réunis sur la convocation qui leur a été adressée conformément aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux :  
ALLEMAND Guy, DUCLOY-HUYGHES Ghislaine, BRAEMS Patrick, LAPAUW Jeanne-Marie, DUBUS Pascal, DUPUY Thérèse, DUTERTRE Christophe, VASSEUR Claudine, HOCHART René, BROUTIN Murièle, GUFFROY Christine, VERON Christine, BALLART Fabrice, THOREL Francine, MASSET Christian, PLAYE Joël, DURIEUX Chantal, BOUTOILLE Sandrine, DESTREHEM Laurent, HENON Bruno, TRZECIAKOWSKI Fabienne, COUTURIER Jérôme, HAMY Aurore, ROBERT-HOCHART Brigitte, DESEILLE Xavier, RAMOS Henrique.

Etait excusé représenté :  
DENEZ Luc (Pouvoir à BRAEMS Patrick)

Secrétaire de séance : HAMY Aurore



Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article R2124-16,

Vu le décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage,

Vu le projet de valorisation du littoral sangattois que la commune souhaite mener à bien afin de renforcer l'attractivité de la plage et conforter le positionnement touristique de la commune,

Vu qu'un tel projet n'est possible que dans le cadre d'une concession de plage ce que M. le Préfet du Pas-de-Calais a confirmé,

Vu le courrier de Madame la Préfète en date du 25 juin 2016, stipulant à la commune que la situation des chalets de Blériot n'est pas régulière,

Considérant que la commune ne dispose plus d'une autorisation d'occupation temporaire pour gérer les implantations et les activités sur la plage de Blériot-Plage,

Considérant que les chalets de Blériot-Plage sont implantés sans titre sur le domaine public maritime et que l'État a plusieurs fois rappelé qu'ils devaient être démontés,

Considérant l'intérêt pour la commune de contribuer à la solution de ce problème,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée les dispositions suivantes.

Monsieur le Maire souhaite engager les démarches visant à l'octroi d'une concession de plage par le Préfet, pour une durée de 12 ans.

La concession de plage permettra à la commune d'organiser l'implantation et la gestion des activités balnéaires sur la plage de

Blériot-Plage, telles la location de cabine/chalets de plage, l'ouverture d'un bar de plage avec restauration rapide et terrasse, la location de transats, la présence d'une aire de jeu ludique et sportive, la pratique de sports nautiques et la mise en place d'une zone de baignade surveillée. Certaines de ces activités pourront être déléguées à des tiers afin de diversifier l'offre touristique.

Les installations autorisées devront se conformer aux dispositions législatives et réglementaires, et par conséquent :

- Elles devront être démontables et transportables afin de permettre en fin de concession un retour du site à l'état initial. Seuls le poste de secours et les sanitaires publics pourront déroger à cette obligation.

- Elles devront respecter le milieu naturel et environnemental notamment au niveau de l'Espace Naturel Remarquable (ENR),

- La commune de Sangatte étant classée « commune touristique », les installations non pérennes ne pourront rester implantées plus de six mois par an. Sur la partie reconnue « espace naturel remarquable », cette durée sera réduite à trois mois/an.

L'accès et certains cheminements prendront en compte l'accueil de personnes à mobilité réduite.

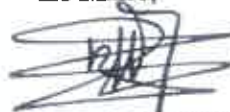
L'octroi de la concession nécessite que la plage soit exempte d'installations pérennes hors le poste de secours et les sanitaires publics.

**Après en avoir délibéré,**

**le conseil municipal par 24 voix pour et 3 abstentions (ROBERT-HOCHART Brigitte, DESEILLE Xavier, RAMOS Henrique)**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer un dossier de concession de plage auprès du Préfet / Direction départementale des Territoires et de la Mer.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,



Guy ALLEMAND

